

Permanence du « travail des enfants » dans les communautés agricoles baoulés à Grand Zattri¹ et maintien des structures locales d'acquisition des compétences socio-professionnelles

Bla Ypodé Guéaybomin Emmanuel, Lago Akabla Yvon, Droh De Bloganqueaux Soho Rusticot

Résumé— La présente étude analyse les mécanismes sociaux de l'éducation en contexte rural dans les ménages producteurs de cacao à Lakawèkro (Grand Zattri). Elle part du constat selon lequel l'éducation en contexte rural notamment dans les zones cacaoyères reste dominée par la permanence du phénomène du « travail des enfants » en dépit des actions de remédiation articulées autour de la promotion de la scolarisation. Basée sur une approche qualitative, les résultats montrent que l'apprentissage au métier de planteur, de domestique et de commerçante apparaît d'une part comme une alternative à l'insertion socioprofessionnelle par la scolarisation et d'autre part comme marqueurs d'intégration sociale et de reproduction de l'identité baoulé. Par ailleurs, cet apprentissage des activités agricoles, domestiques et commerciales décrit un processus social de différenciation entre filles et garçons.

Mots clés— éducation agricole, travail des enfants, socialisation, cacaoculture, Côte d'Ivoire.

Résumé— Abstract

This study analyses the social mechanisms of education in a rural context in cocoa producing households in Lakawèkro (Grand Zattri). It starts from the observation that education in a rural context, particularly in cocoa areas, remains dominated by the permanence of the phenomenon of "child labour" despite remedial actions articulated around the promotion of schooling. Based on a qualitative approach, the results show that learning to work as a planter, domestic worker and shopkeeper appears on the one hand as an alternative to socio-professional integration through schooling and on the other hand as markers of social integration and reproduction of the Baoulé identity. Furthermore, this learning of agricultural, domestic, and commercial activities describes a social process of differentiation between girls and boys.

Index Terms— agricultural education, child labour, socialization, cocoa farming, Côte d'Ivoire.

1 INTRODUCTION

En Côte d'Ivoire, l'intérêt accordé au système éducatif se situe dans le contexte de la forte croissance économique des années soixante-dix. A cette période, les priorités accordées aux dépenses liées à l'éducation dans le budget de l'Etat, les plans successifs et les réformes politiques opérés dans ce secteur constituent les facteurs qui ont favorisé l'intérêt des familles à investir dans la formation scolaire de leurs enfants. En plus, la place accordée à l'insertion des jeunes diplômés a renforcé chez les familles l'idée de voir l'école comme un espace de préparation de l'insertion des jeunes dans la société « moderne », symbolisée par l'accès à un emploi salarié (Proteau, 1995). Mais, la crise économique des années 1980 a limité la capacité d'intervention de l'Etat, en-

traînant ainsi la dégradation du système éducatif à travers la baisse des taux de scolarisation, l'augmentation des effectifs par classe, la non-satisfaction de la demande d'éducation, les limites de satisfaire les demandeurs d'emplois notamment les diplômés etc. (Kouadio, 1998 ; Diallo, 2001).

Cette situation contribue à modifier le rapport à l'école des familles, la faisant passer de productrice d'un statut socialement et économiquement valorisé à une école de plus en plus sélective dans la constante dévaluation des diplômes, le chômage des diplômés et la paupérisation du système d'enseignement qui compromettent gravement les stratégies d'ascension sociale des familles et menacent le consensus national autour d'elle (Proteau, 1995).

Parallèlement, la participation traditionnelle des enfants aux activités domestiques et agricoles des familles désignées par la convention 182 de l'OIT comme « pires formes de travail des enfants » à éliminer, apparaît de plus en plus comme une stratégie d'éducation à l'autonomisation future des enfants et implicitement à l'ascension sociale des familles ou des ménages concernés (Schlemmer, 1994 ; Boly, 2013). En effet, dans les zones rurales de la Côte d'Ivoire la participation aux activités

- Bla Ypodé Guéaybomin Emmanuel, Doctorant à l'Institut d'Ethnosociologie, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan ; emmanuelbla2017@gmail.com
- Lago Akabla Yvon, Doctorant à l'Institut d'Ethnosociologie, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan ; yvonlago@gmail.com
- Droh De Bloganqueaux Soho Rusticot Enseignant Chercheur à l'Institut d'Ethnosociologie, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan ; droh_d@yahoo.fr

¹ Grand-Zattri est une sous-préfecture du département de Soubré, ville située dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire

agricoles familiales s'inscrit dans un processus de socialisation de l'enfant. Car la capacité d'assurer la descendance, la gestion du patrimoine familial, se prendre en charge plus tard passe par la mise au travail de l'enfant selon les normes sociales en vigueur dans sa société d'origine (Lida, 2010). Cette pratique qui s'inscrit également dans une forme de solidarité familiale est perçue comme est un processus de négociations entre enfants (garçon et jeune fille) et parents conformément aux règles de succession héréditaire dans un système de paiements de transferts intergénérationnels (Jacquemin, 2001 ; Koulibaly, 1997). Dans ce contexte, les enfants doivent travailler sur les terres des aînés ou des parents et en contrepartie s'assurer plus tard de l'obtention de femmes à épouser, de logement et de terres à cultiver pour leur propre compte, etc. (Bommier, 1995) ; tandis que la jeune fille se prépare au futur rôle d'épouse et de mère (Diallo, 2001).

Ainsi à Grand Zattray, l'on assiste à la mise en œuvre de plusieurs actions visant à inciter la scolarisation des enfants et également à les maintenir hors des champs. Ces actions se sont traduites par la construction de salles de classes (classes passe-relles), mise à disposition de kits scolaires, construction de cantines scolaires notamment dans certains villages, etc. A ces actions ont été associées des mécanismes de contrôle en l'occurrence la mise en place de comités de protection des enfants (CPE) censés veiller à ce que les enfants ne se retrouvent pas en situation de « travail » (port de charges « lourdes », usage de pesticides...).

A l'opposé, des responsables d'établissements scolaires dénoncent le retrait de certains élèves par des parents (une douzaine sur un effectif de 54 la première année). Aussi faut-il rajouter l'absence de la majorité des enfants pendant des périodes stratégiques du calendrier agricole (période de labour, de semence, de récolte...). Les CPE confirment également la présence et la contribution des enfants dans les champs et le port de charges « lourdes » (retour du champ avec du fagot, avec également des produits agricoles...) en dépit des actions de régulation menées (sensibilisation, constructions d'infrastructures scolaires...). Des parents soutiennent quant à eux l'idée de voir participer leurs enfants aux formes d'apprentissages de l'activité agricole notamment pour les garçons et d'autre part aux activités domestique et commerciale pour les jeunes filles. Ces derniers justifient cette situation par une volonté de reproduire les valeurs locales et participer au processus de socialisation et d'éducation des enfants sans que la valeur économique du travail ne soit prioritairement recherchée (Buono et Babo, 2010).

Ces constats dévoilent une configuration conflictuelle sous le prisme d'un côté des logiques de protection et d'insertion sociale par l'instruction scolaire des « enfants » et de l'autre côté celui des logiques de reproduction des valeurs et normes locales organisées autour des tâches agricoles, commerciales et domestiques.

Au regard de ce qui précède, cette étude tentera de répondre aux questions suivantes : i) Comment se fait l'intériorisation des valeurs et des normes locales dans un contexte de lutte contributive axée sur la scolarisation des enfants des ménages producteurs de cacao ? ii) Quelles sont les formes de légitimation associées à ces pratiques locales de socialisation ? iii) Quels sont les enjeux de la reproduction des valeurs et normes

locales organisées autour des tâches agricoles, commerciales et domestiques ?

2 METHODOLOGIE

Sur le plan méthodologique, cette étude a été menée dans la localité de Grand Zattray dans le département de Soubré. La collecte des données de type qualitatif s'est réalisée à travers des entretiens semi-directifs auprès de 26 individus impliqués dans les activités agricoles, domestiques et commerciales dans la localité susmentionnée. En fonction des statuts, positions, expériences relativement au phénomène, l'échantillon constitué comprend trois catégories d'acteurs ;

- La catégorie des acteurs institutionnels constituée de huit (08) membres dont deux (02) responsables d'ONG, deux (02) enseignants, un (01) responsable de la DREN, un (01) responsable du comité de gestion scolaire (COGES), deux (02) responsables du comité de protection de l'enfant (CPE).
- La catégorie des parents composée de six (06) membres dont une femme.
- La catégorie des enfants composée de douze (12) membres dont six (07) enfants scolarisés et six (05) enfants non scolarisés.

Avec les responsables d'ONG, les entretiens ont porté sur la cartographie du phénomène (*le travail des enfants*) ainsi que sur l'état des lieux des actions menées dans le contexte de la lutte. Concernant les autorités du système scolaire (responsable de la DREN, les enseignants et le responsable COGES), les entretiens ont concerné le fonctionnement des mécanismes de la protection de l'enfant et l'état des lieux de la situation du *travail des enfants*. Quant aux parents et les enfants, résidant pour la plupart dans le village de Lakawékro (Grand-Zattray), il a été question d'échanger sur le statut, la place et le rôle de l'enfant, des perceptions liées à l'instruction scolaire et à la socialisation valeurs et normes locales organisées autour des tâches agricoles, commerciales et domestiques et les enjeux qui leur sont rattachés. Avec eux, les entretiens ont tourné autour des perceptions liées à la scolarisation, à la socialisation aux activités agricoles et domestiques ; les mécanismes de la socialisation liés aux activités traditionnelles et les enjeux rattachés.

Les données ainsi recueillies ont fait l'objet d'un dépouillement manuel et d'une analyse thématique de contenu (Bardin, 1998 ; Walin, 2007 ; Quivy et Campenhoudt, 2011).

3 RESULTATS

De l'analyse des données recueillies, il émerge trois principaux résultats. Ces résultats concernent entre autres : l'apprentissage du métier de planteur, de domestique et de commerçante apparaît d'une part comme une alternative à l'insertion socioprofessionnelle par la scolarisation et d'autre part comme marqueurs d'intégration sociale et de reproduction de l'identité baoulé. Par ailleurs, cet apprentissage des activités agricoles, domestiques et commerciales décrit un processus social de différenciation entre filles et garçons.

3.1 L'APPRENTISSAGE AU METIER DE PLANTEUR ET DE COMMERÇANTE COMME ALTERNATIVE A L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE PAR LA SCOLARISATION

L'antagonisme affiché dans la socialisation des « enfants » au sein des communautés agricoles de Grand-Zatry, cache tout d'abord des approches différenciées de l'enfance, du travail et du « travail des enfants ». En ce qui concerne l'enfance, les critères de désignation de cette étape sociale qui vont au-delà de l'âge physiologique (porté comme critère dominant avec l'occidentalisation)² peinent à trouver des consensus. Dans ces communautés, l'enfant est construit comme agent et est mis à contribution dans la préparation de son devenir à l'opposé d'une conception de l'enfant comme potentielle victime et objet de soins et d'attention porté par l'Etat et les institutions engagées. Ce qui vaut pour eux et au-delà de la prise en compte de l'âge biologique, la mise en place et le maintien de mécanismes locaux de reconnaissance des aptitudes, des habiletés susceptibles de modifier leurs statuts, d'acquérir des rôles et des responsabilités au sein de la communauté.

Les approches différenciées des notions de travail et de « travail des enfants » participent également à opposer ces acteurs sur ce qui est censé participer à éduquer l'enfant, à le rendre autonome plus tard. A ce niveau, pour certains parents, tout porte à croire que la catégorisation du travail (travail des enfants, travail scolaire, exploitation, travaux socialisants...) n'intègre pas suffisamment les cadres sociaux de production de ces travaux, les logiques de socialisation et d'intégration associées, le rapport à la pénibilité... avant de les définir de légitimes ou d'illégitimes.

Ainsi, le maintien voire la résurgence de la mise au travail des enfants est interprétée par ces derniers comme également la résultante de l'incapacité de l'école à offrir des opportunités d'ascensions sociales en garantissant un emploi stable et qualifié pour l'ensemble des classes sociales, comme ce fut le cas au lendemain des indépendances. Par conséquent, l'apprentissage au métier de planteur principalement pour les garçons de commerçante pour les filles, se pose comme une alternative crédible à la stratégie d'insertion par la scolarisation.

En effet, pour les parents, l'accès à l'emploi/travail par l'école est incertain au regard du fait que cette institution produise des diplômés sans toutefois leur garantir un emploi. Aussi estiment-ils, que l'accès à un emploi de nos jours passe par la détention d'un ensemble de ressources notamment des réseaux de connaissances au sein des classes dirigeantes, ou des ressources financières afin de faciliter son insertion.

« L'école c'est une bonne chose mais il faut aussi apprendre à ton enfant ce que tu fais. Car pour gagner travail dans école, c'est devenu très difficile. Regarde toi-même aujourd'hui il y a même qui ont eu diplôme et puis qui n'ont pas eu travail là comment eux ils vont faire ? Or s'ils étaient restés auprès de leurs parents au champ depuis leur bas âge, aujourd'hui il allait avoir son champ qui allait lui donner son pain quotidien. Aujourd'hui aussi si tu ne connais personne, ton enfant ne peut pas avoir travail. Si tu n'as pas l'argent pour payer concours aussi il ne va pas travailler » Propos recueillis

² Voir notamment les travaux de Schlemmer portant sur quelques illustrations en contexte africain de la scolarisation, l'éducation, « travail des enfants » et enfants travailleurs, publié en 2005

auprès d'un parent.

3.2 L'APPRENTISSAGE DES TACHES AGRICOLES, DOMESTIQUES ET COMMERCIALES COMME MARQUEURS D'INTEGRATION SOCIALE ET DE REPRODUCTION DE L'IDENTITE BAOULE

L'apprentissage des tâches agricoles, domestiques et commerciales est perçu également par des parents de ces communautés comme des cadres qui préparent l'intégration sociale des enfants et participe à reproduire l'identité baoulé. En effet, par ce mécanisme, ces parents visent le rapprochement des représentations, des valeurs, des pratiques et rôles de l'enfant inscrit dans ce processus d'avec ceux de sa communauté d'appartenance. Pour les garçons, la reconnaissance sociale des aptitudes décrites comme la bravoure, le courage et l'endurance associées au travail de la terre (principales ressources de subsistance dans ces communautés), sont censées faciliter leur émigration, le fait de travailler pour quelqu'un et se voir plus tard accéder à des terres cultivables qui leur permettent de se sédentariser en terre étrangère. Pour eux, l'homme étant le chef de famille, il doit être capable de réaliser ces activités afin de pouvoir prendre en charge sa famille (y compris les enfants de ses sœurs ou de ses nièces) et participer également à la survie de la communauté. L'acquisition d'une épouse au sein de ces communautés « baoulé » passe également par la démonstration de la capacité de l'homme à réaliser des travaux champêtres pour ses beaux-parents (labour, réalisation de buttes, semences, etc.) ainsi que pour sa future épouse (réalisation de culture vivrière). Cela participe à rassurer les beaux-parents de la capacité du gendre à prendre soin de leur fille et leurs futures enfants.

Aussi le processus d'intégration, toujours pour le garçon, passe par la possession de champs relativement grand, la disponibilité en vivres (igname, riz, etc...) dans le grenier de son ménage. Ces éléments fonctionnent comme des critères tous aussi importants critères de sélection dans l'accession à des postes de responsabilité (chef de communauté, notable, président des jeunes...). Cela s'explique en partie par le fait qu'au sein de ces communautés, la mise à disposition des ressources nécessaires notamment les vivres pour les besoins de réception d'étrangers relève prioritairement des responsables de communauté.

En ce qui concerne la fille, l'initiation à la culture vivrière, à la commercialisation d'une partie des produits issus de son champ et l'exécution des tâches domestiques participent de la reconnaissance de son statut de « femme », de « mère ». A ces statuts, sont associés la capacité à gérer le ménage et à assurer sa survie notamment avec la vente de vivres (ignames, riz, manioc, légumes...) pendant les périodes de soudure des cultures de rente (café et cacao) dont la gestion relève de la compétence des hommes. Ainsi, la fille doit être capable de réaliser plus tard ces tâches pour être vue comme de « bonne femme » aussi bien par son mari, sa belle famille et l'ensemble de la communauté.

Par ailleurs, la socialisation aux activités agricoles, commerciales et domestiques est une manière d'intérioriser les normes et valeurs qui les définissent et permettre de les reconnaître comme « baoulé ». Pour eux, on reconnaît et res-

pecte le baoulé du fait de sa capacité à travailler avec « courage » et « bravoure » au champ, la propreté dans le ménage ainsi que dans le village, sa capacité à pouvoir recevoir l'étranger, etc. Ils soutiennent que la reproduction de ce modèle identitaire échappe à leur contrôle du fait de sa cohabitation avec la socialisation dominante et légitime qu'est la scolarisation. En effet, les enfants (filles ou garçons), n'apprennent plus suffisamment ces codes et valeurs, en ce sens qu'on les lie à des « pires » formes d'un type de travail ou à des formes d'exploitation. Ce qui est souvent source de tension et objet de revendication dans les rapports parents - enfants.

« Avec tout ce qu'on leur met dans la tête, les enfants de maintenant sont devenus paresseux. Ils ne peuvent même plus tenir une machette ou une daba, prendre soin d'un champ. Au moins s'il réussit à l'école c'est bon, mais ce qui est grave c'est quand il ne pourra pas avoir travail quand il aura fini ses cours et qu'il reviendra au village. Qu'est-ce qu'il pourra faire ? Comment va-t-il pouvoir se débrouiller au champ afin de fonder une famille et prendre soin de celle-ci ? C'est pareil pour les filles. Quand une fille ne sait pas prendre soin de son foyer, travailler sur sa petite parcelle et aller vendre au marché afin de nourrir sa famille quand son mari n'aura pas. Celle-là qu'est-ce qu'elle deviendra ? »

3.3 LA SOCIALISATION DES ENFANTS AUX ACTIVITES AGRICOLES, COMMERCIALES ET DOMESTIQUES COMME PROCESSUS SOCIAL DE DIFFERENCIATION ENTRE FILLES ET GARÇONS

Le processus de socialisation des enfants aux activités agricoles, commerciales et domestiques valeurs et normes locales dans les ménages cacaoculteurs à Lakawèkro (Grand-Zatry) s'inscrit dans une dynamique de différenciation basée sur le genre (en tant que fonctionnement des rapports sociaux de sexe). En effet, dans ces familles essentiellement d'ethnie « baoulé », l'apprentissage ou l'initiation des enfants aux valeurs et normes de la communauté s'effectue en respectant certains principes qui régissent l'organisation sociale de cette communauté ethnique. Selon ces principes de cette organisation, les tâches agricoles notamment les cultures de rente (cacao et café) relèvent principalement de la compétence des hommes tandis que les femmes sont chargées d'effectuer les activités domestiques et commerciales. Ainsi dans le processus d'initiation des enfants, les parents de sexe masculin se chargent de transmettre les valeurs et normes locales du groupe ethnique concernant les activités agricoles aux garçons d'une part et celles relatives aux activités domestiques et commerciales sont transmises aux filles par les parents de sexe féminin.

Cette construction d'une identité sexuée opérée par ces communautés révèle la reproduction d'une identité sociale du statut de *femme* ou d'*homme*. Cela se perçoit tout d'abord à travers l'analyse des cadres d'apprentissage. Certes les enfants sont amenés à être ensemble mais le cadre d'apprentissage des valeurs et normes locales est socialement différencié. Les rapports entre individus de même sexe se retrouvent intensifiés par la coprésence physique. Par exemple, on retrouvera les filles plus avec les parents ou les aînés de sexe féminin tandis que les garçons fréquenteront, dans leur processus d'apprentissage, les parents ou les aînés de sexe masculin. La

petite fille va accompagner sa mère au champ ou au marché tandis que le petit garçon partira le plus souvent avec le père ; le petit garçon serait amené à regarder par exemple son père recevoir un étranger suivant la tradition et les coutumes alors que la petite fille serait proche de sa mère à l'aider à la cuisine, etc. Ce qui semble opposé au dispositif mis en place par l'école en tant que cadre d'apprentissage. En effet, dans cet espace scolaire, les filles et les garçons sont censés cohabiter sur l'espace d'apprentissage, suivant le principe d'égalité des chances. Ils sont de ce fait emmenés à apprendre et intérioriser des perceptions, des pratiques, valeurs, normes et codes similaires.

Par ailleurs, la reconnaissance de plusieurs signes repérables dans le langage, le raisonnement, le développement de certains traits physiques, les aptitudes, les pratiques... développés par les enfants, participent à les mettre progressivement à contribution suivant plusieurs étapes du processus d'apprentissage. Les premières étapes d'apprentissage s'appuient essentiellement sur la capacité de l'enfant (fille ou garçon) à observer et imiter. En ce qui concerne le garçon, un ensemble de tâches lui sont assignés à savoir accompagner le père au champ, tenir le bidon d'eau, servir de l'eau au père pendant ses travaux... Pendant certaines activités (nettoyage, épandage d'engrais, semences, buttes, la surveillance d'espaces agricoles, le ramassage de cabosses, etc.), l'enfant est emmené à observer les différentes activités qu'il exerce dans l'optique de les reproduire progressivement suivant le niveau de satisfaction du parent. Concernant la fille, pendant cette étape, elle est amenée à assister la maman par exemple dans l'exercice des activités domestiques et commerciales telles que la cuisine, la lessive, la vaisselle, le balayage, le recueil de l'eau, la récolte et la commercialisation des légumes, des ignames, du manioc et de ses produits dérivés etc.

Après ces étapes, l'enfant est censé reproduire progressivement ces tâches sous le regard d'un aîné dans un premier temps et peu à peu les faire de manière autonome. Dans cette phase, l'âge n'apparaît pas, une fois de plus, comme le critère déterminant dans le changement de statut et de rôles mais plutôt la capacité de l'individu à exécuter le travail conformément à ce qui est qualifié et accepté comme courage, bravoure... Chez la fille, l'apparition des menstrues et des seins constitue un élément déterminant dans le passage du statut de fille au statut de femme, capable de donner la vie. C'est également une étape qui rend la jeune fille potentiellement nubile, mariable. C'est à cette période que la fille fait généralement l'objet de convoitise des hommes. A cette période, la transmission des valeurs et normes décrites plus haut s'intensifient toujours sous le regard d'une aînée ou de la mère.

Tels que décrits, ces rapports d'apprentissage pourraient laisser croire que les enfants sont [sur]déterminés voire dominés dans ces rapports de force. Toutefois, il convient de rappeler que ces processus sont des résultantes de formes d'interactions qui provoquent parfois la tension, le conflit, les oppositions (revendications), les compromis... entre parents et enfants, parents et institutions scolaires, etc. Ce qui amène certains parents à utiliser des sanctions positives (congratulations, encouragements, dons...) et négatives (privation de nourriture, mise à l'écart, etc.) afin de maintenir le contrôle de la relation d'apprentissage.

4 DISCUSSION

Tels que présentés, les résultats de cette étude contribuent à faire un dépassement de l'opposition entre les approches différenciées de l'enfant et des mécanismes de sa socialisation et de son insertion, portées d'un côté par les communautés et de l'autre par les institutions internationales et nationales selon la convention des droits de l'enfant. Ces résultats abondent dans la perspective de ceux de Jacquemin (2009) sur les *petites nièces et petites bonnes à Abidjan : Les mutations de la domesticité juvénile*. L'auteur inscrit la pratique des activités domestiques par les enfants dans le fonctionnement des formes de solidarité familiale. Par ailleurs, ces résultats se situent dans le prolongement de ceux de Koulibaly (1996) dans ses travaux, portant sur les transferts interpersonnels en Afrique noire, qui inscrivent le travail des enfants dans les communautés agricoles dans des systèmes de paiements de transferts intergénérationnels conformément aux règles de successions héréditaires. En outre, ils rejoignent ceux de Lida (2010) portant sur les *représentations sociales du travail et de la protection de l'enfant dans les zones rurales du Bas-Sassandra en Côte d'Ivoire* qui aborde l'exercice d'activités agricoles par les enfants à la fois comme des mécanismes de transmission des savoir-faire entrepreneuriaux, d'encadrement et de protection de l'enfant. In fine, ces résultats rejoignent ceux de Buono et Babo (2013) qui indiquent qu'il est important de considérer l'enfant comme un acteur de sa propre existence et, à l'instar de leurs aînés, comme un producteur de social en ce sens que son autonomisation fait partie intégrante de la socialisation dans les villages.

5 CONCLUSION

En somme, à partir des perceptions qu'ils rattachent à la scolarisation notamment son *incapacité* à favoriser l'insertion sociale des *enfants* (futurs jeunes), les parents des ménages producteurs de cacao de la localité de Lakawèkro (Grand-Zattry) reproduisent les mécanismes locaux d'acquisition de compétences et d'insertion sociale par l'initiation des *enfants* aux activités agricoles, domestiques et commerciales. Dans un tel contexte, cette forme de socialisation est appréhendée comme un moyen d'intégration et d'autonomisation des individus par l'assimilation d'un ensemble de codes, normes et valeurs locales témoignant de l'identité *baoulé*. Ainsi, dans ces communautés, l'enfant (fille ou garçon) est un acteur social majeur dans le système d'autonomisation et de reproduction identitaire. Marquer systématiquement la participation des enfants aux activités communautaires de « pires formes de travail des enfants », revient à agir sur la stabilité des piliers centraux d'insertion et d'intégration sociale des communautés locales. En définitive, faire admettre la scolarisation comme moyen de lutte contre le « travail des enfants » suppose au préalable la prise en compte des perceptions différenciées de l'enfant, de la notion de travail ainsi que le fonctionnement des rapports sociaux et normes communautaires de socialisation et d'intégration.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

L. Bardini, *"L'analyse de contenu"*, 9e éd. Paris, Presses Universitaires de France, p.291, 1998.

H. Boly, *"Les déterminants du travail domestique des enfants dans l'unité familiale en Côte d'Ivoire: Aspects extensifs et intensifs"*, Mémoire de maîtrise en sciences économiques, Université de Laval, Canada, 2013.

A. Bommier, "Peut-on compter sur ses enfants pour assurer ses vieux jours? L'exemple de la Malaisie", *Économie et Prévision*, n/ 121,1995.

C. Buono, & A. Babo, "Travail des enfants dans les exploitations de cacao en Côte d'Ivoire. Pour une réconciliation entre normes locales et normes internationales autour du « bic », du balai et de la machette", *Mondes en développement*, 163(3), 69-84, 2013, doi:10.3917/med.163.0069.

M. Jacquemin, "Petites nièces » et « petites bonnes » à Abidjan: Les mutations de la domesticité juvénile". *Travail, genre et sociétés*, 22(2), 53-74, 2009, doi :10.3917/tgs.022.0053.

B. Kouadio, "L'impact des programmes d'ajustement structurel sur le secteur formel en Côte d'Ivoire: une analyse différenciée selon le genre" (Rapport n° MFM 552). Abidjan, Côte d'Ivoire: Organisation internationale du travail (OIT),1998.

M. Koulibaly, "Une approche des transferts interpersonnels en Afrique noire", *Revue d'économie politique*, 107, (3), 1997.

S. Lida, "Représentations sociales du travail et protection de l'enfant dans les zones rurales du Bas-sassandra en Côte d'Ivoire", *Rev. ivoir. anthropol. sociol. KASA BYA KASA*, n° 19, pp: 7-19, 2011.

R. Quivy, & L. V. Campenhoudt, "Manuel de recherche en sciences sociales" (éd. 4e). Paris : Dunod. 2011.

B. Schlemmer, *L'enfant exploité, oppression, mise au travail, prolétarianisation*, Editions Karthala, 1996.

IJSER staff will edit and complete the final formatting of your paper.